

Ethics
Economics

ETHICS, ECONOMICS & COMMON GOODS, vol. 16, No. 2, julio-diciembre 2019, es una publicación semestral editada por la Universidad Popular Autónoma del Estado de Puebla A.C., calle 21 Sur 1103, Col. Santiago, C.P. 72410, Puebla, Puebla. Tel. (222) 2299400, <https://ethics-and-economics.com/>, callspapers@ethics-and-economics.com. Editor responsable: Jérôme Ballet. Reserva de Derechos al Uso Exclusivo No. 04-2022-071213543400-102, ISSN en trámite, ambos otorgados por el Instituto Nacional del Derecho de Autor. Fecha de última modificación, 30 de diciembre de 2019.

INDEX

ARTICLES

- Entre “ignorance politique”, ingérence et contrôle de l’État : quelles politiques publiques pour la filière girofle à Madagascar, aux Comores et à Zanzibar** 2
Eric Penot & Pascal Danthu
- La philosophie au secours des rapports de responsabilité sociale de l’entreprise, ou comment dépasser les limites d’un discours “aphilosophique” sur la responsabilité : Première Partie – Responsabilité et humanisation du monde** 22
Michel Dion
- An integrated 3D approach for effective mine risk education in post war-zone areas** 53
Harshi Gunawardana, Dammika Tantrigoda & Anura Kumara
- Manipulation perçue des marques et résistance, une proposition de profils de consommation** 70
Aziliz Rousseaux, Leïla Loussaïef & Karen Delchet-cochet
- L’émergence est-elle compatible avec le développement durable ? : le cas du Plan Sénégal Emergent** 89
Bruno Boidin
- Corruption et pauvreté dans les pays de l’UEMOA** 112
Eleie Adédokoun Adedodja & Gnderman Sirpe
- Manifeste pour le progrès social, par Marc Fleurbaey et alii., Paris, La Découverte, 2019** 126
François-Régis Mahieu
- Démocratie et paradoxe du vote : fondements théoriques et enjeux socio-économiques en Afrique subsaharienne francophone** 127
Jean-Marcel Koffi & Salif Kone
- Inégalités, pauvreté et soutenabilité des ressources naturelles dans l’Ouest de la Côte d’Ivoire** 151
Boniface Komena

Corruption et pauvreté dans les pays de l'UEMOA

BY/PAR **ELIE ADÉDOKOUN ADEDODJA (1), GNANDERMAN SIRPE (2)**

(1) Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Parakou, Bénin, elieadedodja@yahoo.fr

(2) Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche en Sciences Economiques et de Gestion de l'Université Ouaga II, Burkina-Faso, gsirpe@yahoo.fr

ABSTRACT

Corruption and poverty are conceptually related issues in developing countries. The purpose of this paper is to analyze the causal relationship between corruption and poverty in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU). Based on a dynamic panel model of the eight (8) of the Union covering the period from 1995 to 2015 using the Generalized Moment Method (GMM), the results obtained suggest that there is a causal relationship bidirectional in the sense of Granger between corruption and poverty within the Union. To achieve this, we suggest reducing the supply of corruption by improving the salaries of civil servants and instituting effective controls and sanctions for corrupt practices; the progressive depoliticization of the administration and the real independence of the judiciary.

Keywords: Corruption, poverty, WAEMU

RESUME

La corruption et la pauvreté sont des problèmes conceptuellement liés dans les pays en développement. L'objectif de ce présent papier est d'analyser la relation de causalité entre corruption et pauvreté au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). A partir d'un modèle de panel dynamique sur les huit (8) pays de l'Union couvrant la période 1995 à 2015 avec la Méthode des Moments Généralisés (MMG), les résultats obtenus suggèrent qu'il existe une relation de causalité bidirectionnelle au sens de Granger entre corruption et pauvreté au sein de l'Union. Pour lutter contre ces phénomènes, nous suggérons la réduction de l'offre de la corruption en améliorant les salaires des fonctionnaires et en instituant des contrôles et des sanctions efficaces en cas des pratiques corruptives ; la dépolitisation progressive de l'administration et l'indépendance réelle de l'appareil judiciaire.

Mots-clés: Corruption, pauvreté, UEMOA

JEL Classification: C23, I3, K42

1. INTRODUCTION

La pauvreté est un phénomène multidimensionnel qui se caractérise par des facteurs aussi divers que l'accès aux services publics de base (santé, éducation, hygiène publique, etc.), la jouissance des droits fondamentaux, l'autonomie et le développement humain (Sen, 1996). Les piliers du développement, les droits de l'homme et le cadre juridique destiné à protéger les pauvres sont souvent minés par la corruption. Ainsi, la corruption et la pauvreté sont des problèmes conceptuellement liés dans les pays en développement. Ces deux concepts sont considérés comme une catastrophe monumentale incontestée dans n'importe quelle économie (Aye, 2013). Cependant, la relation entre la corruption et la pauvreté est multiple et commune. Dans le secteur public, la corruption agit comme un impôt dégressif, qui affecte les ressources de ceux qui en sont déjà les plus dépourvus (Abdoulaye, 2016). Elle enrichit les gouvernants ainsi que les particuliers qui obtiennent une part importante des avantages publics ou supportent une part moindre des coûts publics et fausse le rôle du gouvernement dans l'allocation des ressources, ce qui peut être préjudiciable aux pauvres (Gupta et al., 2002). Alternativement, la pauvreté conduit à la corruption à cause de la persistance des inégalités sociales, la faiblesse des revenus, etc., qui affaiblissent les institutions économiques, politiques et sociales (Ndikumana, 2007). C'est-à-dire qu'un agent rationnel sera corrompu tant que le revenu privé gagné de la corruption égale ou dépasse son coût privé, car ceci lui permettra d'améliorer son bien-être.

De nombreuses études ont examiné la relation entre la corruption et la pauvreté. Mais la plupart de ces études tirent souvent des conclusions sur la causalité à partir des modèles qui ne montrent que la corrélation. Par ailleurs, peu sont celles qui se sont intéressées à la question de l'existence d'un lien de causalité entre la corruption et la pauvreté basée sur des modèles de données de panel. Toutefois, on constate qu'il existe très peu de recherches scientifiques relatives à la relation corruption et pauvreté dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Or, dans la littérature, le débat sur la relation entre la corruption et la pauvreté permet de retenir deux thèses. La première affirme que la corruption affecte la pauvreté sans une relation inverse (Olken, 2006 ; Dabla-Norris et Wade, 2002 ; Dincer et Gunalp, 2012). La seconde, quant à elle, trouve une relation bidirectionnelle entre la corruption et la pauvreté (Négin et al., 2011).

L'objectif de ce papier est d'étudier la relation de causalité au sens de Granger entre la corruption et la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Pour y parvenir, nous testons l'hypothèse de l'existence d'une relation de causalité bidirectionnelle entre la corruption et la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. A cet effet, il s'agit de tester d'abord la relation selon laquelle la corruption affecte la pauvreté ; ensuite, la relation inverse.

Le reste du présent papier est organisé de la façon suivante. Dans la section 3, nous présentons une revue de littérature sur la relation entre corruption et pauvreté. La section 4 aborde les faits stylisés à travers l'analyse descriptive des indicateurs de la corruption et de la pauvreté. La section 5 est consacrée au cadre méthodologique et technique d'estimation. La section 6 présente et analyse les résultats empiriques obtenus. Enfin, la section 7 comprend la conclusion et quelques implications de politiques économiques. L'échantillon d'analyse se compose de huit pays membres de l'UEMOA et la période d'étude s'étale de 1995 à 2015.

2. RELATION ENTRE CORRUPTION ET PAUVRETE

La littérature théorique et empirique sur la relation entre la corruption et la pauvreté a été développée à partir du milieu des années 1990. Les propositions théoriques sur cette relation partent de la théorie de la rente et des travaux de Krueger (1974) et de Rose-Ackerman (1978) qui mettent l'accent particulier sur la distribution inégale des revenus causée par la corruption comme source de pauvreté.

Dans la littérature, il existe fondamentalement deux théories sur le lien de causalité entre la corruption et la pauvreté. La première théorie soutient que la corruption affecte la pauvreté sans une relation inverse. Il y a donc une causalité unidirectionnelle de la corruption à la pauvreté. La corruption affecte directement les pauvres car elle augmente le coût des services publics, diminue leurs qualités et restreint souvent l'accès de ces pauvres aux services publics de base (santé, éducation, etc.). Contrairement à la première théorie, la deuxième souligne que la corruption et la pauvreté vont de pair avec une causalité bidirectionnelle. Ces deux cadres théoriques sont soutenus par de nombreuses études empiriques réalisées sur les pays riches et sur les pays pauvres.

Les travaux de Gupta *et al.* (1998) montrent que l'inégalité croissante des revenus due à la corruption aggrave la pauvreté. Ils ont également constaté que l'évasion fiscale et son exemption à la faveur des élites riches peut réduire l'assiette fiscale et conduire à plus d'inégalité de revenu. Elle provoque ainsi un détournement des avantages des mesures de réduction de la pauvreté en raison d'un mauvais ciblage des programmes sociaux. Pour ces auteurs, les pays les plus corrompus sont affectés par une pauvreté durable et les stratégies anti-corruption permettent de réduire les inégalités de revenu et la pauvreté. Il est généralement admis que les premières victimes de la corruption sont les individus appartenant aux couches sociales les plus pauvres. En effet, la corruption maintient et entraîne des effets pervers sur la pauvreté (Mauro, 1995). Elle incite à la mise en place d'une politique qui fausse la distribution du revenu et détourne les ressources de la campagne vers les villes.

Cependant, une étude de la Banque mondiale (2000) sur la question de savoir s'il existe un lien entre la corruption et la pauvreté relève qu'un faible niveau de corruption réduit significativement l'inégalité des revenus et le niveau de la pauvreté en Europe et en Asie Centrale. Les résultats montrent également que les coûts de la corruption constituent un obstacle au développement des petites entreprises. Dans son étude portant sur 35 pays de l'OCDE, Karstedt (2001) teste la relation entre la corruption et la répartition des revenus. Les résultats montrent que les pays à forte inégalité de revenu évoluent avec un niveau de corruption élevé tandis que ceux qui ont un niveau d'éducation secondaire élevé et une forte proportion de femmes ayant des postes de responsabilité au sein de l'Etat ont un faible niveau de corruption. La relation entre la corruption et l'inégalité des revenus est non linéaire et indique qu'après que les pays ont atteint un niveau spécifique d'égalité des revenus, la corruption diminue de façon exponentielle et contribue à la réduction de la pauvreté.

Dabla-Norris et Wade (2002) proposent un modèle théorique pour expliquer pourquoi les riches préfèrent se concentrer sur les revenus issus de la corruption plutôt que de choisir des activités marchandes productives. La corruption dans les administrations est une source de motivation pour les riches qui cherchent à protéger leurs richesses en donnant des pots-de-

vin aux fonctionnaires d'Etat. Donc, le modèle contient à la fois l'offre et la demande qui expliquent les raisons secondaires pour lesquelles le gouvernement corrompu favorise les riches. Pour ces auteurs, dans les pays pauvres, les riches ont des facilités à accéder aux services publics, trouver à leur famille un emploi public et avoir le contrôle du gouvernement à travers l'octroi des pots-de-vin aux fonctionnaires d'Etat. Cette corruption affecte les pauvres et dégrade leur condition de vie à cause de leur inaccessibilité aux services publics.

Dans la même logique, Gupta *et al.* (2002) en captant l'inégalité par le coefficient de Gini, trouvent des résultats solides. Recourant à la variable instrumentale pour se fixer sur le sens de la causalité, ils confirment réellement que la corruption accroît l'inégalité de revenu, de l'éducation mais aussi dans la distribution de terre. Ce qui n'améliore guère la situation des pauvres. En utilisant les méthodes des doubles moindres carrés (DMC) sur les données de panel provenant de 125 pays, You et Khagram (2005) trouvent que l'inégalité des revenus augmente le niveau de la corruption puis accentue la pauvreté. Ils expliquent que, parce que les pauvres ne peuvent nullement contrôler les puissants, naturellement ceux-ci abusent de leur possibilité. Le mécanisme étant renforcé dans les pays non démocratiques tout simplement parce que dans les régimes autocratiques, les pauvres sont facilement opprimés, alors que cela ne semble pas être faisable dans les régimes démocratiques. Ainsi, la seule possibilité pour les riches de maximiser davantage leur richesse est de faire usage de la corruption. Ce qui conduit à un cercle vicieux. Cependant, selon Olken (2006), la corruption constitue une barrière dans la redistribution des richesses nationales dans les pays pauvres d'une part, et explique l'inefficacité des programmes de lutte contre la pauvreté dans ces pays d'autre part. L'étude de Ata et Arvas (2011) sur le cas des pays membres de l'Union Européenne permet de conclure que la pauvreté est une cause de la corruption. Les conclusions issues des travaux de Dincer et Gunalp (2012) sur l'impact de la corruption sur les inégalités des revenus et la pauvreté aux Etats-Unis corroborent les résultats précédents. A partir d'une étude basée sur les séries chronologiques et les données transversales, les auteurs affirment que l'augmentation de la corruption conduit à plus d'inégalité des revenus et de pauvreté. Ajisafe (2016) examine cette relation au Nigéria à partir du modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag). L'indice de pauvreté a été généré à l'aide de l'Analyse en Composantes Principales (ACP). Il aboutit à la conclusion que la corruption a un effet négatif sur le bien-être des populations en réduisant les dépenses de santé, d'éducation et d'autres services sociaux, augmentant ainsi le niveau de pauvreté au Nigeria.

Par ailleurs, certains travaux soutiennent l'hypothèse selon laquelle la corruption et la pauvreté évoluent de pair. Ainsi, pour examiner cette relation de causalité au sens de Granger, Negin *et al.* (2011), utilisent la méthode des GMM sur un panel dynamique sur un échantillon de 97 pays en développement sur la période de 1997 à 2006. Ils trouvent une causalité bidirectionnelle au sens de Granger entre la corruption et la pauvreté. La corruption est un facteur d'appauvrissement des pays. Elle favorise l'analphabétisme et impacte négativement l'accès de la population aux services publics de base (accès à l'eau potable, à la santé etc.) (Transparency international, 2010). Pour Justesen et Bjornskov (2014), les personnes pauvres sont beaucoup plus susceptibles de payer des pots-de-vin aux fonctionnaires d'Etat selon une estimation sur 18 pays à partir des enquêtes d'Afrobaromètre. Ils soulignent que la pauvreté augmente fortement la fréquence de la corruption, surtout dans les zones urbaines. Ces résultats soutiennent donc l'affirmation selon laquelle la pauvreté a également un effet de rétroaction sur le niveau de corruption.

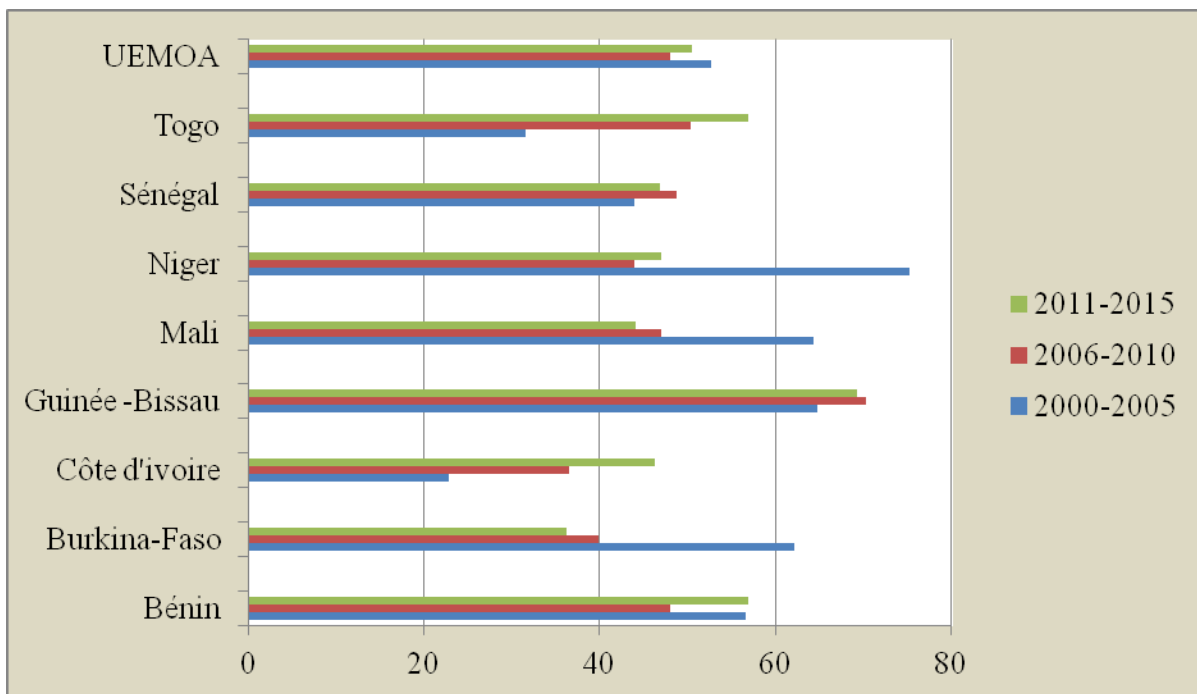
Le tour d’horizon de la littérature empirique nous enseigne qu’il existe une relation de causalité unidirectionnelle entre la corruption et la pauvreté ou une relation de causalité bidirectionnelle au sens de Granger quelle que soit la méthodologie adoptée. Comme, on le remarque, il n’existe pas, dans la littérature économique, assez d’études empiriques concernant spécifiquement les pays de l’UEMOA sur le lien entre corruption et pauvreté. Cette recherche pourrait donc constituer un point de départ important en vue de combler ce vide.

3. EVOLUTION DE LA CORRUPTION ET DE LA PAUVRETE DANS L’UEMOA

3.1. Situation de la pauvreté au sein de l’UEMOA

Nous analysons à travers le graphique 1 ci-dessous la situation de la pauvreté au sein des pays membres de l’Union sur la période de 2000 à 2005 ; 2006 à 2010 et 2011 à 2015.

Graphique 1: Incidence de la pauvreté à 1,25\$ dans l’UEMOA



Source : Les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale (2016) et de la BCEAO (2016).

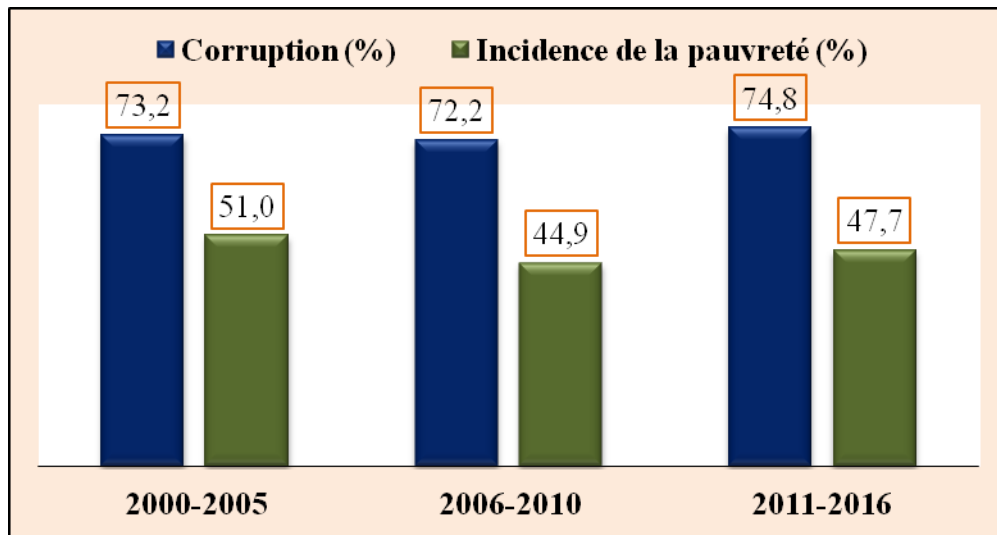
L’analyse du graphe montre qu’entre 2000 et 2005, la pauvreté est plus accentuée dans quatre pays de l’Union. Il s’agit du Niger avec une incidence de pauvreté moyenne de 75,3%, de la Guinée-Bissau avec 64,7%, du Mali avec 64,4%, du Burkina-Faso avec 62,1% et du Bénin avec 56,6%. Mais elle est plus faible en Côte d’Ivoire avec un niveau de 22,8%. Pendant cette période, le Togo et le Sénégal présentent un taux de pauvreté intermédiaire. Dans l’Union, la pauvreté est restée très élevée avec un taux moyen de 51%. Cette situation

s'explique par l'insatisfaction des besoins alimentaires de la population, la forte volatilité des cours des matières premières, l'inaccessibilité de la population aux services publics de base tels que l'éducation, la santé, la sécurité, etc. Entre 2006 et 2010, le taux de pauvreté a régressé, dans la plupart des pays de l'Union, sauf en Guinée-Bissau, au Togo, au Sénégal et en Côte d'Ivoire où il a progressé. A l'échelle de l'Union, la tendance est observée à la baisse, mais avec un faible repli de l'incidence de la pauvreté de 6,1% par rapport à la période de 2000 à 2005. Les progrès enregistrés sont relativement lents et n'ont pas permis d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en matière de réduction de la pauvreté dans tous les pays prévus en 2015. De 2011-2015, on enregistre une tendance à la hausse de l'incidence de la pauvreté dans certains pays tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Mali et le Togo. Sur cette période, seul le Burkina-Faso contiendrait moins de pauvres avec une incidence moyenne de 36,2%. Dans l'Union, cet indicateur a connu aussi une évolution et s'établit à 47,7%. Cette progression montre qu'il existe certaines couches de la population qui vivent dans la précarité caractérisée par leur faible niveau de revenu, la mauvaise gouvernance, la fragilisation des institutions favorisant ainsi la corruption.

3.2. Analyse comparative entre la corruption et la pauvreté

Nous menons une analyse comparative entre la corruption et la pauvreté à l'échelle de l'Union à travers le graphique 2 ci-dessous. Ainsi, la corruption et la pauvreté moyenne sont observées sur trois périodes.

Graphique 2 : Evolution comparée entre la corruption et la pauvreté dans l'UEMOA



Source : Les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale (2016), de Transparency International (2016) et de la BCEAO (2016).

L'analyse du graphe montre qu'au sein de l'Union, la corruption et la pauvreté ont évolué dans le même sens sur toute la période d'analyse. Une augmentation de la corruption entraîne une augmentation de la pauvreté. A titre illustratif, entre les deux premières périodes, la baisse de la corruption moyenne de 1% a entraîné une régression du taux de pauvreté moyen de 6,1%. Entre les deux dernières périodes, ce taux s'aggrave en passant de

44,9% à 47,7%, soit une hausse de 3,2% due à la hausse de la corruption de 2,6%. Cette situation au sein de l'Union permet de retenir que la corruption pourrait-être la base de la pauvreté. Les cas de détournement et de mauvaise gestion des fonds publics dans les pays membres de l'Union expliquent l'aggravation de cette pauvreté. Par ailleurs, nous remarquons à travers le graphe que la pauvreté pourrait-être aussi la source de la corruption. Car, lorsque la pauvreté s'accroît, la corruption augmente. L'inégalité des revenus, le faible niveau des revenus des ménages, le faible salaire des fonctionnaires encourageraient des actes illégaux et corruptifs au sein de l'Union.

4. CADRE METHODOLOGIQUE DE RECHERCHE ET TECHNIQUE D'ESTIMATION

4.1. Spécification du modèle

Pour étudier le lien causal entre la corruption et la pauvreté, nous nous inspirons du modèle théorique de base de causalité au sens de Granger qui se présente comme suit :

$$Y_{it} = \alpha + \sum_{j=1}^m \delta_j Y_{i,t-j} + \sum_{l=1}^n \beta_l X_{i,t-l} + \sum_{k=1}^r \gamma_k Z_{i,t-k} + \mu_{it}$$

Où X et Y, les variables de causalité, sont la corruption et la pauvreté. Nous avons utilisé l'incidence de la pauvreté à 1.25\$ (*Ip*) pour capter la pauvreté et l'indice de perception de la corruption (*Ipc*) comme proxy de la corruption. Z représente un panier de principales variables de contrôle et joue le rôle de médiateur entre la corruption et la pauvreté. Il est constitué de l'inflation (*Inf*), le respect des lois (*Resplois*), la population rurale (*Popr*) et le genre (*Genre*). μ_{it} représente le terme d'erreur. $t = 1, \dots, T$ et $i = 1, \dots, N$ désignent respectivement le temps et les individus (pays). m, n et r désignent le nombre de retards. α représente la constante et δ, β et γ sont des coefficients.

4.2. Technique d'estimation et sources des données

Avant d'estimer notre modèle ci-dessus, nous avons effectué d'abord le test de stationnarité sur les différentes variables du modèle. Ainsi le test d'Im, Pesaran et Shin (2003) est réalisé pour l'étude de la stationnarité des variables. L'estimation de ces données en panel montre dans le temps l'existence de l'autocorrélation des erreurs due au retard des variables d'intérêt et les effets individuels caractérisant l'hétérogénéité. Ceci rend inefficace l'utilisation des techniques économétriques standards comme les Moindres Carrés Ordinaires (MCO). A cause de la présence de la variable dépendante retardée, nous utilisons la Méthode des Moments Généralisés (MMG) en panel dynamique provenant de 8 pays de l'Union sur la période de 1995 à 2015. Cette méthode proposée par Arellano et Bond (1991) permet de contrôler tous les effets spécifiques, individuels et temporels et d'apporter des solutions aux problèmes de biais de simultanéité, de causalité inverse et de variables omises. Ensuite, pour la robustesse des résultats, nous avons fait deux tests à savoir : le test de suridentification de Sargan/Hansen pour la validité des instruments et le test d'autocorrélation des erreurs de second ordre. Pour capter l'effet de causalité au sens de Granger, nous avons procédé aux tests de significativité des coefficients de la variable d'intérêt retardée (Test de Wald). L'hypothèse nulle d'aucune causalité est rejetée lorsque la probabilité associée est supérieure au seuil de 5%. On en déduit donc qu'il existe une relation de causalité au sens de Granger entre les

variables. Les données sur les variables économiques proviennent de trois sources à savoir : Base de données de Transparency International (2016), base de données Worldwide Governance Indicators (2016) de la Banque Mondiale et les rapports annuels de la BCEAO.

5. RESULTATS EMPIRIQUES

Les résultats empiriques des équations de la pauvreté et de la corruption sont présentés dans les tableaux 1 et 2. Nous avons estimé cinq (05) modèles dont la corruption est la variable d'intérêt dans l'équation de la pauvreté, et la pauvreté est la variable d'intérêt dans l'équation de la corruption. Les variables de contrôle sont mises en exergue à partir de la spécification 2.

5.1. Effets de la corruption sur la pauvreté

Les résultats empiriques de l'équation de la pauvreté montrent que la probabilité associée à la statistique de Fisher de tous les modèles est inférieure au seuil de 1%. Ces modèles sont globalement significatifs. En considérant ces résultats, nous acceptons l'hypothèse de la validité des instruments et celle d'absence d'autocorrélation des erreurs dans tous les modèles. La probabilité des tests respectivement associés : test de Sargan et de Arellano et Bond en différence seconde est supérieur à 5%. Dans toutes les spécifications, le nombre de retard de la corruption est de 2 et celui de la variable dépendante (pauvreté) est de 1. En effet, le retard optimal est sélectionné jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de corrélation sérielle dans le résidu obtenu (Arellano, 2003). Les résultats obtenus dans toutes les spécifications montrent qu'il y a une relation significative au seuil de 1% entre la corruption et la pauvreté. L'inflation exerce un effet positif et significatif au moins au seuil de 5% sur le niveau de pauvreté dans les spécifications 2 à 5. Une hausse de l'inflation aggrave le niveau de pauvreté dans les pays de l'Union. Cela s'explique par le fait qu'une forte inflation dégrade le pouvoir d'achat des ménages. Ce résultat est conforme à celui d'Ames et *al.* (2002) et Négin et *al.* (2011).

La population rurale a un effet positif sur la pauvreté dans les spécifications 2 à 5 mais seulement significatif au seuil de 1% dans la spécification 5. Il en ressort qu'au sein de l'Union, lorsque le nombre de la population rurale s'accroît, le nombre de personnes pauvre aussi s'accroît. L'inaccessibilité des populations rurales aux services publics (éducation, santé, infrastructures modernes) expliquerait leur situation de précarité. Un tel résultat est conforme aux conclusions de Ravallion (2000), Cord (2002) et Négin et *al.* (2011) qui soutiennent que, dans les pays en développement, la probabilité d'être pauvre et la sévérité de la pauvreté sont plus élevées dans les zones rurales. Dans les spécifications 4 et 5, le coefficient de la variable genre est négatif et significatif au seuil de 1%. Ce résultat laisse comprendre qu'une forte participation des femmes aux activités publiques et privées permet de réduire la pauvreté dans les économies de l'UEMOA. Notre résultat corrobore celui de Subbarao et Ezemenari (1995) et Négin et *al.* (2011). Enfin, la variable de contrôle respect des lois et règlements affecte négativement et significativement au seuil de 5% la pauvreté dans le modèle 5. Lorsque les populations maîtrisent et respectent les lois et règlements, elles s'abstiennent de commettre certaines pratiques sanctionnées par la loi qui pourraient accentuer leur situation de précarité.

Tableau 1: Résultats d'estimation l'effet de la corruption sur la pauvreté

Variable dépendante : (IP)	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5
(IP) _{t-1}	0,249*** (9,62)	0,137*** (8,90)	0,077*** (9,20)	0,683*** (10,22)	0,793*** (9,39)
(IPC) _t	-0,401*** (-4,98)	-0,053*** (-5,04)	-0,284*** (-5,21)	-0,995*** (-3,59)	-0,535*** (-2,60)
(IPC) _{t-1}	-0,167 (-0,39)	-0,452 (-0,19)	-0,517 (-0,20)	0,744** (2,23)	0,092** (2,16)
(IPC) _{t-2}	-0,863 (-1,14)	-0,767 (-0,62)	-0,428 (-0,32)	0,286*** (3,12)	0,416** (2,12)
(Inf) _t		0,164** (2,44)	0,106*** (2,70)	0,226** (2,03)	0,246*** (3,40)
(Popr) _t			0,668 (1,28)	0,583* (1,85)	0,753*** (2,86)
(Genre) _t				-2,988*** (-3,70)	-0,266*** (-3,78)
(Resplois) _t					-0,252** (-2,06)
Dummy 2007	4,452*** (4,13)	5,792*** (9,54)	8,347*** (4,88)	15,766*** (3,17)	16,373 (1,47)
Nombre d'observation	168	168	168	168	168
AR(1), (Pvalue)	0,009	0,005	0,007	0,000	0,001
AR(2), (Pvalue)	0,723	0,505	0,327	0,325	0,248
Test de Sargan, (P-value)	0,109	0,118	0,065	0,563	0,321
Test de Wald, (P-value)	0,259	0,687	0,322	0,115	0,792
Prob (F-Stat)	0,000	0,000	0,006	0,006	0,000

Les valeurs entre parenthèse sont les t-statistiques. *** significativité au seuil de 1% ; ** significativité au seuil de 5% et * significativité au seuil de 10%.

Source : Les auteurs.

L'effet de causalité au sens de Granger est mesuré à travers les tests de significativité des coefficients de la variable corruption retardée. Les résultats indiquent que la probabilité associée est supérieure au seuil de 5% dans toutes les spécifications. L'hypothèse nulle est rejetée. On en déduit donc que l'information antérieure sur la situation de la corruption permet de prédire la pauvreté. Par conséquent, la corruption cause la pauvreté au sens de Granger dans les pays membres de l'Union.

5.2. Effets de la pauvreté sur la corruption

Tableau 2: Résultats d'estimation l'effet de la pauvreté sur la corruption

variable dépendante (IPC)	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5
(IPC) _{t-1}	0,415*	1,231***	0,879***	1,012***	-2,054**
	(1,94)	(5,79)	(4,52)	(3,25)	(-2,01)
(IP) _t	-0,055***	-0,192***	-0,02**	-0,233**	-0,120***
	(-5,34)	(-8,30)	(-2,05)	(-2,29)	(-5,30)
(IP) _{t-1}	-0,332*	-0,062	-0,153	-0,338*	-0,527**
	(-1,89)	(-0,48)	(-0,68)	(-1,73)	(-2,05)
(Inf) _t		-0,163***	-0,138***	-0,027**	-0,228***
		(-13,29)	(-31,6)	(-2,30)	(-2,77)
(Popr) _t			-0,392***	-1,021	-0,193**
			(-4,08)	(-1,16)	(-2,10)
(Genre) _t				0,970**	0,202**
				(2,19)	(2,12)
(Resplois) _t					1,812***
					(3,80)
Dummy 2007	-0,440	-1,353	1,075	5,011	-1,846
	(-0,33)	(-1,45)	(0,95)	(0,92)	(-0,18)
Nombre d'observation	168	168	168	168	168
AR(1), (Pvalue)	0,006	0,009	0,013	0,012	0,002
AR(2), (Pvalue)	0,258	0,354	0,223	0,175	0,966
Test de Sargan, (Pvalue)	0,447	0,859	0,059	0,358	0,852
Test de Wald, (P-value)	0,551	0,278	0,712	0,428	0,116
Prob (F-Stat)	0,000	0,000	0,000	0,009	0,028

Les valeurs entre parenthèse sont les t-students. *** significativité au seuil de 1% ; ** significativité au seuil de 5% et * significativité au seuil de 10%.

Source : Les auteurs.

L'analyse du tableau montre que tous les modèles estimés sont globalement significatifs, car la probabilité associée à la statistique de Fisher est inférieure au seuil de 1%. Les résultats des tests de suridentification de Sargan et d'autocorrélation d'Arellano et Bond en différence seconde montrent que leur P-value est supérieure à 5%. On accepte donc l'hypothèse de la validité des instruments et celle d'absence d'autocorrélation des erreurs dans tous les modèles. Le nombre retard est de 1 pour la corruption et la pauvreté dans tous les modèles.

L'analyse globale des résultats obtenus des différents modèles révèle l'existence d'une relation significative au moins au seuil de 5% entre la pauvreté et la corruption.

En considérant les variables de contrôle, on note que, le coefficient associé à la variable inflation est négatif et significatif au moins au seuil de 5% (modèle 2 à 5). Une hausse de l'inflation engendre une baisse de l'IPC et par conséquent une augmentation du niveau de corruption au sein de l'Union. Ceci se justifie par le fait qu'une inflation élevée réduit la capacité d'acquisition des biens et services des ménages. Etant des agents économiques rationnels, et face à la dégradation de leur pouvoir d'achat, les ménages se livrent aux actes illégaux pour pouvoir maintenir leur niveau de consommation ; ce qui renforce la corruption. Ces conclusions sont conformes à celles de Paldam (2002) et Négin et *al.* (2011).

Le coefficient associé à la variable population rurale dans les modèles 3 à 5 est négatif et significatif au seuil de 5% sauf dans le modèle 4 où il n'est pas significatif. On dira que plus la population rurale s'accroît, plus la corruption gagne (baisse de l'IPC) les économies de l'Union. La population rurale est donc corrélée positivement à la corruption. Ce résultat vient confirmer celui de Cord (2002) et Négin et *al.* (2011). Quant à la variable genre, elle affecte négativement et significativement le niveau de la corruption au seuil de 5% (Modèle 4 et 5). La forte participation des femmes dans les activités publiques et privées réduirait la corruption (hausse de l'IPC) au sein de l'Union. L'explication qui pourrait justifier cette relation est que généralement, les femmes établissent plus de rigueur dans l'exercice de leur fonction et sont difficiles à convaincre pour s'adonner à des méthodes illégales pouvant détruire leur réputation. Cette relation obtenue entre la corruption et le genre est similaire à celle de Dollar et Gatti (1999) et Négin et *al.* (2011).

La dernière variable de contrôle (respect des lois et règlements) utilisée a un effet fortement négatif et significatif au seuil de 1% sur la corruption (Modèle 5). Puisque le coefficient de cette variable est positif, on peut comprendre que lorsque les lois et règlements sont respectés, cela réduit la corruption (hausse de l'IPC) au sein de l'Union. Ce résultat est en phase avec celui d'Abdoulaye (2016), Négin et *al.* (2011) et Tanzi (1998). Dans tous les modèles, les tests de significativité des coefficients de la variable pauvreté retardée sont effectués pour apprécier l'effet de causalité au sens de Granger (test de Wald). L'hypothèse nulle d'aucune causalité ($H_0 : (IP)_{t-1} = 0$) est rejetée, car la probabilité associée au test est supérieure au seuil de 5%. On en déduit que la pauvreté cause la corruption au sens de Granger dans les pays membres de l'Union.

6. CONCLUSION

Ce papier examine la relation de causalité au sens de Granger entre la corruption et la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Pour atteindre cet objectif, deux relations ont été testées. La première teste la relation selon laquelle la corruption affecte la pauvreté et la seconde teste la relation inverse. A partir d'un panel dynamique en GMM-SYS, nous avons estimé pour chaque relation cinq modèles mettant en exergue quelques variables de contrôle entre la corruption et la pauvreté. La corruption et la pauvreté sont respectivement les variables d'intérêt de la recherche pour la première et la deuxième relation.

Les résultats empiriques obtenus montrent que la corruption et la pauvreté vont de pair, car la relation de causalité va dans les deux sens (causalité bidirectionnelle). Par conséquent, il

est nécessaire d'opter pour des stratégies intégrées visant à réduire la pauvreté et la corruption. En d'autres termes, les tentatives de réduction de la pauvreté doivent être accompagnées des efforts de réduction de la corruption. La lutte contre la corruption à travers la bonne gouvernance joue un rôle clé dans la réduction de la pauvreté. La marginalisation et l'exclusion politique, économique et sociale des pauvres les contraignent à recourir aux pratiques illégales. Les pauvres sont plus vulnérables à l'intimidation et à l'humiliation des fonctionnaires d'Etat, et courent plus de risque de perdre leurs propriétés en cas de conflit. Ceci constitue un grand défi auquel la communauté UEMOA en développement fait face. Si les politiques anticorruptions ne sont pas liées aux autres besoins de base, elles auront un impact négatif sur les pauvres (Négin et al., 2011).

Cette étude suggère qu'il y existe au moins trois catégories de politiques anticorruptions propauvres dans les pays en développement à savoir : politique d'inclusion, d'égalité et d'équité et la politique de responsabilité. Ces politiques ne peuvent être donc efficaces que si elles tiennent compte de la réalité économique, politique et culturelle de chaque pays. Elles doivent être minutieusement élaborées et prônées la répartition équitable des revenus, le renforcement des institutions, la bonne gouvernance à travers l'amélioration des services publics de base tels que la santé et l'éducation. En effet, pour réduire la corruption et la pauvreté, nous suggérons (i) réduire l'offre de la corruption en améliorant les salaires des fonctionnaires et en instituant des contrôles et des sanctions efficaces en cas des pratiques corruptives ; (ii) dépolitiser l'administration publique; enfin (iii) rendre plus indépendante l'appareil judiciaire.

REFERENCES

- Abdoulaye, D. (2016). Démocratie et corruption dans les pays de l'UEMOA. *Revue d'Economie Théorique et Appliquée*, 6 (1), 97-116.
- Ajisafe, R. A. (2016). Corruption and Poverty in Nigeria: Evidence from Ardl Bound Test and Error Correction Model. *Journal of Emerging Trends in Economics and Management Sciences (JETEMS)*, 7 (3), 156-163.
- Ames, B., Brown, W., Devarajan, S., and Izquierdo, A. (2002). *Poverty Reduction Strategy Sourcebook*. Chapter 12, Macroeconomic issues. World Bank, Washington D.C.
- Arellano, M. and Bond, S. (1991). Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations. *The Review of Economic Studies*, 58, 277-297.
- Arellano, M. and Bover, O. (1995). Another Look at the Instrumental Variable Estimation of Error-Components Models. *Journal of Econometrics*, 68 (1), 29-51.
- Ata, A. Y. and Arvas, M. A. (2011). Determinants of economic corruption: a cross-country data analysis. *International Journal of Business and Social Science*, 2 (13), 1-9.
- Aye, G.C. (2013). Causality between Financial Deepening, Economic Growth and Poverty in Nigeria. *The Business and Management Review*, 3 (3), 1-12
- Aysan, F., Nabli, K. and Veganzones-Varoudakis, A. (2007). Governance institutions and private investment: An application to the MENA. *Developing Economies*, 45 (3), 339-377.

- Banque Mondiale (2000/2001). *Rapport sur le développement dans le Monde : Combattre la Pauvreté*. Paris, Editions ESKA.
- Bhagwati, J. N. (1982). Directly unproductive, profit seeking (DUP) activities. *Journal of Political Economy*, 90, 98-1002.
- Braun, M. and Di Tella, R. (2004). Inflation, Inflation Variability, and Corruption. *Economics & Politics*, 16, 77-100.
- Cartier-Bresson, J. (1992). Éléments d'analyse pour une économie de la corruption. *In: Tiers-Monde*, 33 (131), 581-609.
- Cord, L. (2002). *Poverty Reduction Strategy Sourcebook*. Chapter 15, Rural Poverty. Washington D.C., The World Bank.
- Dabla-Norris, E., and Wade, P. (2002). *Production, Rent Seeking and Wealth Distribution*. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- Dincer, O.C. and Gunalp, B. (2012). Corruption and Income Inequality in the United States. *Contemporary Economic Policy*, 30 (2), 283-292.
- Dollar, D., and Gatti, R. (1999). Gender Inequality, Income, and Growth: Are Good Times Good for Women?. *Working Paper Series No. 1, Policy Research Report on Gender and Development*. Development Research Group/Poverty Reduction and Economic Management Network. World Bank, Washington, D.C.
- Gupta, S., Davoodi, H. and Alonso-Terme, R. (2002). Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty?. *Economics of Governance*, 3, 23-45.
- Justesen, M. K. and Bjornskov, C. (2014). Exploiting the Poor: Bureaucratic Corruption and Poverty in Africa. *World Development*, 58, 106–115.
- Karstedt, S. (2001). The Culture of Inequality and Corruption: A Cross-Cultural Analysis of Corruption. http://www.aic.gov.au/conferences/occasional/karstedt_2.pdf.
- Krueger, A. (1974). The Political Economy of the Rent-Seeking Society. *American Economic Review*, 64, 291-303.
- Ndikumana, L. (2007). Corruption and Pro-Poor Growth Outcomes: Evidence and Lessons for African Countries in Governance and Pro-Poor Growth. *African Economic Research Consortium*, Nairobi, Kenya, 184-216.
- Negin, V., Abd Rashid, Z. B. et Nikopour, H. (2011). The Causal Relationship Between Corruption And Poverty: A Panel Data Analysis. *Journal of International Economic Review*, 4 (1), 23-38.
- Sen, A. K. (1999). *Development as Freedom*. Anchor Books, New York.
- Gupta, S., Davoodi, H. and Alonso-Terme, R. (2002). Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty?. *Economics of Governance*, 3, 23-45.
- Mauro, P. (1995). Corruption and Growth. *Quarterly Journal of Economics*, 60 (3), 681-712.

- Murphy, K. M., Shleifer A. and Vishny, R. W. (1993). Why is Rent-seeking so Costly to Growth?. *American Economic Review*, 83 (2), 409-414.
- Olken, B. (2006). Corruption and the costs of redistribution. *Journal of Public Economics*, 90 (8), 53-70.
- Paldam, M. (2002). The Cross-Country Pattern of Corruption: Economics, Culture and the Seesaw Dynamics. *European J. of Pol. Econ.*, 18, 215-240.
- Ravallion, M. (2000). *On the Urbanization of Poverty*. World Bank, Washington, D.C. Processed.
- Rose-Akerman, S. (1978). Corruption: A Study in Political Economy. *New York: Academic Press*.
- Subbarao, K., and Ezemenari, K. (1995). Transition, Poverty and Social Assistance in Mongolia. *Discussion Paper*, 55. Education and Social Polity Department. World Bank, Washington, D.C.
- Swamy, A., Knack, S., Lee, Y. and Azfar, O. (2001). Gender and Corruption. *Journal of Development Economics*, 64, 25-55.
- Tanzi, V. (1998). Corruption Around the World: Causes, Consequences, Scope and Cures. *IMF Staff Papers* 45 (4), 559-594.
- You, J-S. and Khagram, S. (2005). A Comparative Study of Inequality and Corruption. *American Sociological Review*, 70 (1), 136-157.